

Protestation de classe

Franz Mehring

Source : «Le Socialiste», 15 décembre 1901, p. 2.

<https://www.retronews.fr/journal/le-socialiste/15-dec-1901/2/a63c7ccb-c169-4f70-8bcb-731e3fb0e737>

Le jeune Spahn, fils d'un député du centre catholique ayant été nommé par suite d'un marchandage parlementaire, contre l'avis de la Faculté, professeur d'histoire à la Faculté de Strasbourg, quelques professeurs, le vieux Mommsen en tête, ont protesté contre cette attaque à la liberté de la science.

Ces messieurs oublient qu'avec tous les partis bourgeois, ils ont maintes fois approuvé l'exclusion des socialistes de l'enseignement des Universités, et qu'ils ont gardé le plus profond silence lorsque le gouvernement chassa de sa chaire de chimie le *privatdocent* Arom, parce qu'il appartenait à la démocratie socialiste.

« Tout le monde est fait comme notre famille » suivant Arlequin. Nous avons eu trop souvent l'occasion d'assister, au moment de l'Affaire et en d'autres occasions, à des levées de boucliers de la part des « savants » lorsqu'on touchait à un homme de leur classe, tandis qu'ils restaient au fond de leurs cabinets ou de leurs laboratoires quand il s'agissait ou des prolétaires ou des représentants du prolétariat, pour ne pas lire avec intérêt les réflexions sur le « cas Spahn ».

Le « vieux maître » Mommsen a d'ailleurs un peu oublié qu'il votait au Reichstag la prolongation de la loi contre les socialistes, tout en déclarant qu'en principe il la répudiait.

Le libéralisme a encore une position relativement forte dans les Universités allemandes et, en particulier, prussiennes ; les professeurs libéraux, quelque pâle que puisse être leur libéralisme, sont en grande majorité, et croient pour cette raison avoir pris la ferme direction de la science. Tant qu'ils restent entre eux et qu'ils détiennent les chaires par la cooptation établie depuis des siècles, leur situation n'est pas menacée ; mais que sera-ce si le gouvernement vient déranger la paisible idylle de leur existence et commence à distribuer les sinécures académiques d'après les forces des partis au Parlement ? Ce n'est pas seulement l'affaire Spahn, en elle-même, qui inquiète ces messieurs ; car qu'une brebis galeuse s'introduise par hasard dans leur troupeau bien nourri, ce n'est pas une grande affaire ; mais c'est le principe de l'Affaire qui les effraye non sans motif. En somme, l'empereur a montré assez clairement par la façon dont il a solennellement publié la nomination du professeur Spahn, qu'il s'agissait d'une affaire d'État.

L'origine libérale du mouvement a sa digne expression dans l'héroïsme avec lequel il est mené. A la vérité, si Mommsen, qui habite Berlin, a fait retentir son appel à la bataille dans un journal de Munich, on pouvait ne pas trouver d'abord le lieu mal choisi, puisque la concurrence ultramontaine est plus dangereuse là qu'ailleurs.

Mais on vit bientôt que le prophète avait dû passer à l'étranger parce qu'il n'était pas prophète dans son pays. Plus la clameur d'adhésion des professeurs aux Universités en dehors de la Prusse résonnait assourdissante, plus silencieux restèrent les collègues de Mommsen en Prusse ; dans deux ou trois

Universités seulement, ils se hasardèrent à murmurer une faible approbation. En particulier, sur les centaines de professeurs à l'Université de Berlin, il s'en trouva jusqu'à sept prêts à se déclarer pour l'« indépendance » de la science, probablement en souvenir des fameux Sept de Goettingen, Mais voilà, M. Althoff (le directeur du ministère) est un homme sévère et habite à Steglitz, aux portes de Berlin, si bien que la « *Gazette de la Croix* » a pu faire cette méchante plaisanterie, que cette énorme exaltation des professeurs présentait ce côté comique que la flamme ardente du tempérament y était arrosée de l'eau froide de la prudence.

Cependant, le « vieux maître » s'est arrangé pour reconquérir les bonnes grâces de la « *Gazette de la Croix* ». Le professeur Michaelis, de Strasbourg, avait en effet pris occasion de l'affaire Spahn pour entamer dans une revue hebdomadaire de Hambourg une campagne violente contre le directeur du ministère, Althoff. Il avait dépeint l'administration d'Althoff comme un terrorisme effréné qui remplissait, dans l'histoire des universités allemandes, la page la plus sombre. M. Michaelis prenait ainsi la seule voie qui pût encore gagner à la cause des professeurs quelque sympathie dans les milieux qui sont depuis longtemps plus que choqués de toute la société universitaire, avec son byzantisme et sa servilité.

Involontairement on se sent toujours quelque sympathie pour une cause qui, à quelque objection qu'elle laisse prise, est du moins défendue avec courage. Mais une note officieuse de la « *Gazette universelle de l'Allemagne du Nord* » fit aussitôt savoir que le gouvernement n'était nullement disposé à tolérer la révolte des professeurs jusqu'au point où la portait M. Michaelis. Et aussitôt le « vieux maître » s'est effondré lui et sa parole « impérissable ». Déjà le « *Moniteur de Munich* » avait annoncé que M. Mommsen ne « devait » pas approuver les attaques du professeur Michaelis contre M. le directeur Althoff ; aujourd'hui, la « *Gazette de la Croix* » de son air le plus solennel et le plus digne, apprend au monde étonné qu'elle peut confirmer de bonne source qu'il en est ainsi.

Le potin libéral ayant pris ce cours pitoyable, il est à espérer que tous les champions de la science « indépendante » ne font plus, désormais qu'un cœur et qu'une âme, depuis la « *Gazette de la Croix* » et la « *Germania* » jusqu'à la « *Gazette de Voss* » et les autres consœurs libérales. Et nous serions tentés, nous, de rendre grâce à M. Althoff d'avoir pris soin, par la *lex Arom*, qu'un démocrate-socialiste ne pût jamais se trouver en compagnie de ces héros incomparables.